



LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de Patrick Quantin avec la collaboration de Pierre-L. Ajavon, François-Georges Barbier-Wiesser, Rob Buijtenhuijs, Rafael da Conceição, Jean-Pascal Daloz, Étienne Le Roy, Vittorio Morabito, Alain Piveteau, Comi M. Toulabor, Jean-Claude Willame.

MÉDARD (Jean-François) (Études réunies et présentées par) — **États d'Afrique noire : formations, mécanismes et crise.** — Paris, Karthala, 1991, 405 p., bibliogr., index.

Cet ouvrage pose clairement le problème de la recherche comparative et de ses différentes approches. Contrairement à un J.-F. Bayart (*L'État en Afrique*) qui fait de la recherche comparative en partant du sommet pour aller à la base, J.-F. Médard emprunte le chemin inverse, comme l'indique le pluriel États dans le titre de l'ouvrage édité par ses soins. Il y eut d'abord un certain nombre de communications (onze pour être précis) présentées lors des séminaires du groupe de recherche « État et société en Afrique noire » (CEAN, Bordeaux), communications qui portaient, chacune, sur un seul pays africain, sans aborder du tout le domaine comparatif. Comme le signale J.-F. Médard dans son introduction, les consignes données aux auteurs ont été les moins directives possible et il n'était pas question, d'entrée de jeu, de la mise sur pied d'un cadre d'analyse unique ou d'une problématique commune. La dimension comparative ne devait intervenir qu'à la fin du livre, dans les réflexions de Médard sur le caractère néo-patrimonial de l'État en Afrique noire.

L'essai est-il concluant ? Je n'en suis pas sûr. Signalons d'abord que Médard développe très bien ses thèses sur le néo-patrimonialisme et qu'il tient manifestement compte des critiques qui lui ont été adressées à l'occasion de ses publications précédentes sur ce sujet. Nous sommes donc en présence d'une pensée qui évolue et qui se précise, ce qui vaut à l'auteur un (très) « bon point ». La question se pose cependant : les onze études de cas (dont quatre rédigées par des Africains se penchant sur leur propre pays) justifient-elles des conclusions comparatives et, de plus, soutiennent-elles plus particulièrement le paradigme néo-patrimonialiste de J.-F. Médard ? En ce qui concerne le premier point, j'ai été plus frappé par les différences que par les ressemblances entre les pays traités (déformation professionnelle du spécialiste d'un seul pays ?) et je n'aurais pas eu l'audace de rédiger un chapitre comparatif sur la base des études de cas présentées. J'aurais tout au plus suggéré des comparaisons à un niveau plus modeste : par exemple, comment se fait-il que dans des pays aussi différents que le Bénin, la Côte-d'Ivoire, le Malawi et la Somalie, des chefs d'État aient pu bénéficier d'une telle longévité politique ? Les articles traitant de ces quatre pays nous fournissent des éléments d'infor-

mation et quelques hypothèses possibles, mais ce travail n'est pas poursuivi.

Quant au deuxième point, je ne pense pas que les études de cas présentées devraient déboucher nécessairement sur la conclusion que le néo-patrimonialisme est la principale (et encore moins l'unique) dimension de l'État africain. Ph. L'Hoiry (p. 300), dans son chapitre sur le Malawi, dit clairement que le « phénomène qualifié de "néo-patrimonialisme" n'a pas de réalité au Malawi » (il a peut-être tort, je n'en sais rien, mais J.-F. Médard ne relève pas cette remarque), alors que J.-P. Magnant, sans critiquer explicitement les thèses néo-patrimonialistes, caractérise l'État tchadien comme un État « bonapartiste », ce qui n'est quand même pas la même chose. D. Bach, pour sa part, dans un chapitre sur le Nigeria, évalue les mérites du modèle consociatif d'A. Lijphart, ce qui représente encore une autre approche du politique en Afrique. Bref, J.-F. Médard va un peu vite en besogne, et je suis sûr que J.-F. Bayart, en se basant sur les mêmes matériaux, aurait rédigé une conclusion bien différente et pas nécessairement moins bonne (ce serait d'ailleurs intéressant d'avoir son point de vue en cette matière).

Malgré mon scepticisme au sujet de l'approche comparative de J.-F. Médard, je recommande chaudement la lecture de ce livre. La plupart des contributions sont instructives et agréables à lire, et l'on voit bien que les auteurs sont de vrais spécialistes des pays en question ; de plus, toute l'Afrique est couverte (aussi bien géographiquement que linguistiquement, à l'exception des pays lusophones), les chapitres comportent de bonnes bibliographies, alors que les thèses de J.-F. Médard méritent l'attention dans la mesure où elles abordent au moins l'un des aspects importants des États africains. [R.B.]

CHABAL (Patrick) — **Power in Africa : An Essay in Political Interpretation.** — Londres, Macmillan, 1992, 311 p.

Assurément, voici une contribution

majeure aux efforts contemporains de renouvellement des études politiques africanistes. Disons le sans tergiverser, ce dense ouvrage est extrêmement impressionnant par la qualité de ses réflexions théoriques, la finesse de ses analyses critiques, l'originalité et la rigueur de sa construction.

Comme d'autres, Patrick Chabal part du constat que la majeure partie de la littérature politologique disponible sur l'Afrique subsaharienne a largement échoué à rendre compte de manière convaincante des phénomènes de pouvoir observables. Dans une première partie joliment intitulée « paradigmes perdus », il s'emploie à montrer avec nuances les limites des grandes approches explicatives habituelles (analyses développementalistes, en termes de classes sociales, de sous-développement, etc.). Ensuite, poursuivant une démarche qui lui est chère, il se propose de réinterpréter le politique de l'Afrique postcoloniale à la lumière de ses évolutions historiques et surtout d'un réexamen de concepts classiques : ceux de communauté politique, de « *Political Accountability* » (toujours rendu de manière assez insatisfaisante en français), d'État, de société civile et enfin de production, les deux premiers étant justement considérés comme les plus fondamentaux. Dans une troisième partie, cinq grands types de crise sont tour à tour examinés (celle de la nationalité et de la souveraineté, celle de la légitimité et de la représentation, celle de l'accumulation et de l'inégalité, celle du « *good government* » et la moralité politique et finalement celle de la violence et de la survie). Axée sur la problématique du changement et de la continuité en Afrique contemporaine, la dernière partie de l'ouvrage, réunit les différents éléments théoriques considérés jusqu'ici en les confrontant aux réalités africaines contemporaines, et réfléchissant sur la dynamique de l'africanisation du politique, sur la recherche de l'hégémonie, la notion de dépendance et la reproduction du pouvoir.

Nous ne saurions entrer ici dans le détail mais nous ne doutons pas que l'énoncé du plan de cet excellent ouvrage aura alléché plus d'un lecteur

potentiel. Disons que la discussion théorique sur les concepts est brillante et que si les réflexions relatives aux crises se révèlent très stimulantes (même si elles empruntent souvent beaucoup à d'autres auteurs), nous avons surtout été impressionnés par le bouquet final que constitue la dernière partie. Voici, pour une fois, un livre dont la plupart des subtiles analyses renvoient à une Afrique qui n'est point en décalage avec les situations repérables sur le terrain. Le très remarquable chapitre douzième (intitulé « *The dynamics of Political Africanisation* ») avec ses réflexions sur l'individu et la communauté et surtout sur la signification de la représentation en Afrique rejoignent nos préoccupations, de même que les dernières pages concluant que l'observation de la reproduction des élites dirigeantes ne permet pas de soutenir la thèse de l'émergence de véritables classes sociales. En fonction de ses centres d'intérêt privilégiés, le lecteur trouvera certainement de quoi alimenter ses réflexions dans ce livre ambitieux qui aborde bien des questions essentielles.

Outre le fait que nous faisons partie de ceux qui se méfient beaucoup de l'optique en termes d'État et de société civile, s'agissant de l'Afrique noire, que nous ne sommes toujours guère convaincus par la pertinence de cette approche reprise par l'auteur, nous n'exprimerons qu'une réserve importante : elle concerne le chapitre 10 qui traite de la crise du « bon » gouvernement et de la moralité politique et a parfois tendance à dérapier fâcheusement vers le discours normatif, l'auteur y explicite ses vues et ses préférences. Même si la notion de « *good government* » est plus ou moins ramenée à un « *effective state management* », les assertions comparatives selon lesquelles certains pays africains auraient toujours été bien gouvernés, d'autres jamais, et quelques-uns plus ou moins selon les périodes (p. 169), nous semblent assez déconcertantes et détonnent par rapport au sérieux de l'ouvrage. Ainsi, nous serions curieux de savoir à quel moment on peut dire que le Nigeria a été bien gouverné et à quels autres il l'a mal été, pour reprendre un des exemples choisis.

Nonobstant ce léger grief, nous dirons que s'appuyant sur une très solide connaissance de la littérature savante (tant anglo-saxonne que française, tant classique que rénovatrice), ce livre constitue une synthèse tout à fait remarquable. Il est des pages qui n'apparaîtront peut-être pas d'une absolue originalité, notamment si l'on est familier des écrits produits par ceux qui s'emploient à renouveler l'approche du politique en Afrique noire, mais il s'agit à l'évidence d'un véritable travail scientifique, d'un ouvrage de maturité à mille coudées au-dessus de la puérile production dogmatique de certains « enfants du paradigme » (pour terminer sur un clin d'œil non plus miltonien mais cinéphilique) qui encombrant encore beaucoup trop les rayons des bibliothèques et les collections des éditeurs. [J.-P.D.]

SCHULDERS (Guy) — **Développement : stratégie de l'urgence.** — Paris, L'Harmattan, 1991, 255 p.

En six chapitres, G. Schuldurs, reprend les principaux thèmes chers à l'économie du développement : réflexion sur les indicateurs de développement, sur le choix des techniques, sur les caractéristiques de l'ordre commercial international, le problème de la dette et l'ordre financier régnant, l'enjeu de la démocratie...

Mais là n'est pas l'essentiel. Si l'auteur nous présente un nouvel ouvrage sur les pays du Sud, c'est qu'il estime être urgent d'élaborer une nouvelle théorie économique de la croissance et du développement qui leur soit propre. Dès l'introduction le ton est donné puisque l'économiste est interpellé pour « mettre en œuvre une nouvelle méthode », l'universitaire pour « redéfinir sa pédagogie » et le chercheur pour « réorienter ses investigations ».

Plus qu'une nouvelle théorie, la situation des pays pauvres, qualifiée de dramatique (et décrite à l'aide de tableaux statistiques significatifs), réclame, selon l'auteur, des solutions immédiates. Pour y parvenir, une

approche de la problématique du développement en termes de « gestion » semble alors s'imposer.

Tout au long de l'ouvrage on retrouve une critique pragmatique de l'ordre commercial et financier ; critique systématiquement suivie de propositions de solutions.

Au plan de la politique interne trois orientations principales se distinguent :

- l'intégration régionale des économies du Sud autour d'une nation leader est considérée comme l'un des facteurs essentiels de leur développement (apparition d'économies d'échelle, accroissement du pouvoir de négociation et possibilité de réorienter l'économie vers les besoins réels des populations) ; le cadre régional doit devenir la référence incontournable, particulièrement dans la mise en place des Programmes d'Ajustement Structurel ;

- la redynamisation du secteur privé, nécessaire, passe par une redéfinition du rôle de l'État (privatisation des unités productives inefficaces, moindre pression fiscale sur celles qui dégagent des profits substantiels, possibilité de gestion mixte), par un effort particulier envers la micro-entreprise (création de filières éducatives professionnalisées, nouvelles orientations des crédits) et par la considération croissante du potentiel que représente le secteur informel ;

- enfin, l'auteur insiste fortement sur l'enjeu d'un raisonnement en termes de besoins de population et non plus en termes de revenus globaux ; la satisfaction des besoins humains et une répartition plus égalitaire des revenus s'affirment, en effet, comme « le choix d'époque », voire comme la finalité à toutes actions en faveur du développement (un des chapitres s'intitule d'ailleurs : « le développement : l'urgence d'un choix humain »).

De plus, ces orientations appellent, de part les interactions entre les économies du Nord et du Sud, à la mise en place, qualifiée d'urgente, d'un nouvel ordre commercial international et d'un nouvel ordre financier ; selon G. Schulders, à l'avenir, les règles qui régissent l'Ordre Économique Mondial ne permettront plus à certains pays de vivre !

Constatant l'échec des théories économiques et des mécanismes des politiques stabilisatrices issus de l'orthodoxie ambiante, soulignant l'urgence d'un renouveau de la réflexion et de l'action en faveur des pays du Sud, G. Schulders, nous fournit ici un ouvrage fort intéressant, qui constitue une bonne synthèse des questions actuelles concernant le développement.

On peut néanmoins regretter que l'auteur ne soit pas réellement parvenu à définir les règles du Nouvel Ordre Économique International. En effet le principe fondateur de ce NOEI n'apparaît distinctement qu'en conclusion : la valeur des produits échangés sur les marchés internationaux ne doit plus être fonction des rapports marchands mais des besoins estimés des populations, un organisme international veillant à l'application de ce principe. Lourde de conséquences cette proposition ne sert pas, hélas, de fil conducteur à la batterie de solutions proposées par l'auteur tout au long de l'ouvrage. Ces dernières ne représentent alors que des amendements aux règles actuelles mais ne constituent pas un ensemble foncièrement novateur. Probablement l'auteur se heurte-t-il ici à sa propre démarche. Le pragmatisme dont il se réclame, les solutions d'urgence dictées par les impératifs particuliers de notre temps ne lui permettent pas de penser et surtout de définir un Nouvel Ordre Économique International en tant qu'ensemble cohérent de règles innovatrices.

Mais ne nous y trompons pas. Le livre de G. Schulders garde tout son intérêt. On appréciera particulièrement l'effort pédagogique : nombreuses illustrations graphiques, présentation (en notes de bas de page) des outils statistiques et des concepts économiques utilisés, rappels historiques. Cet ouvrage constitue donc un excellent « cours » d'économie du développement doublé d'une problématique originale, mais on en attendait peut-être davantage ! [A.P.]

SARO-WIWA (Ken) — **Similia : Essays on Anomic Nigeria.** — Londres, Lagos, Port-Harcourt, Saros International, 1991, 200 p.

Ce petit ouvrage réunit les chroniques hebdomadaires que ce bon écrivain (qui se voit de temps à autre confier des responsabilités politiques) a publiées dans l'édition dominicale du journal nigérian *Daily Times*, d'octobre 1989 à fin 1990, période marquée par des bouleversements mondiaux (à commencer par la chute du communisme) et sur le plan interne par la tentative de coup d'État d'avril 1990, la répression qui s'ensuivit et par le cheminement cahotique vers ce qui devrait être la troisième République. Même si on peut considérer sa verve polémique beaucoup moins incisive que celle de son compatriote Achebe, s'il fait parfois montre d'une grande retenue dans ses critiques à l'égard du régime Babangida (son implication dans l'un des organes majeurs de ce dernier n'y est sans doute pas pour rien) et n'évite pas toujours les lieux communs récriminatoires (du genre : comment un pays qui attache autant d'importance aux religions peut-il être aussi fondamentalement amoral ?), sans parler d'un certain narcissisme (que d'autocitations et de références à ses propres œuvres littéraires !), Ken Saro-Wiwa manie l'ironie avec brio et se révèle souvent un essayiste digne d'intérêt.

Originaire d'un petit groupe du Delta du Niger, il a fait de la défense des minorités son principal cheval de bataille et s'offusque particulièrement du sort qui est réservé aux habitants de cette zone (affectée par de graves problèmes écologiques et largement oubliée par les programmes de développement fédéraux) d'où, pourtant, est extraite la manne pétrolière. Dénonçant constamment le fait que les pétro-dollars profitent surtout à l'enrichissement des principaux États — ceux des groupes ethniques dominants qui contrôlent le gouvernement central — et que la structure fédérale n'a jamais été qu'une façade, il s'est taillé une réputation de yoroubaphobe, d'anti-igbo, etc. qu'il s'efforce de démentir. Ces essais et le débat qu'ils ont suscité (plusieurs lettres de protestation, parmi toutes celles que l'auteur a reçues, sont reproduites en annexe du présent recueil) montrent à quel point les rivalités inter-ethniques obnubilent toujours le débat politique. Les visions en termes de lutte de classe (bourgeois

contre masses) que certains intellectuels nigériens lui reprochent de ne pas faire siennes, sont reléguées au rang de ni-series (*rubbish !*) et notre auteur de rappeler que tout responsable qui dérobe des millions de *Naira* au sein d'un département ministériel se verra acclamé, par les membres de sa communauté alors qu'il n'oserait toucher à un seul *kobo* de la caisse locale de son village s'il en était le trésorier ; un exemple qui donne peut-être une impression de déjà lu mais qui en dit long sur les clivages sociologiques de cet « anémique » Nigeria, par-delà les élucubrations téléologiques de bien des auteurs. [J.-P.D.]

Contes et mythes du Togo (recueillis par Gerhard Prilop). — Lomé, Haho, 1985, 197 p. Diffusion Karthala.

Cette anthologie qui regroupe une cinquantaine de contes collectés dans cinq ethnies au Togo est l'œuvre d'un professeur de musique allemand passionné de littérature orale merveilleuse. Bien que différente par le contenu du *Contes du Togo* de K. Agbetifa (Lomé, NEA, 1980) et du *Contes et légendes du Togo* de Y.E. Dogbe (Lomé, Haho, 1981), elle se situe dans la lignée de cette littérature orale. A valeur pédagogique, ces contes ont trait aux mythes fondateurs de l'homme, aux éléments naturels, au pouvoir au sens large, aux mystères et à la mort. L'auteur, curieusement, ne semble pas être tenu de nous renseigner sur les conditions et les difficultés de la collecte de ses matériaux, sa manière de les travailler et de les traiter pour nous convaincre de la « scientificité » de son travail, son souci cadet. Prilop qui a probablement une connaissance limitée des langues locales ne saisit donc pas le discours merveilleux directement dans son support d'origine et doit recourir à des interprètes. Ce qui entraîne une trahison du merveilleux contenu dans le texte initial qu'il n'est pas évident de rendre dans une autre culture sans un appauvrissement notable de sens regrettable, mais inévitable. Par ailleurs, Prilop ne justi-

fie pas les raisons pour lesquelles il s'est tenu à un éventail ethnico-linguistique largement limité à l'adja-ewe et au kabyè. Sur les 51 contes en effet, ces deux groupes en totalisent 46 avec une relative prédominance pour le kabyè. Pourtant en matière de narration merveilleuse, les Kotokoli, les Tyokossi et les Bassar qu'il exclut de son échantillon ont aussi une bonne réputation. L'auteur n'a pas échappé au rituel qui consiste à faire préfacier une « œuvre de culture » par le ministre de la Culture (dictature Eyadéma oblige !), alors qu'un professeur de littérature de l'Université de Lomé aurait pu faire l'affaire. Un long travail de décryptage reste à faire de ces contes pour en extraire les messages philosophique, moral, politique, sociologique, etc. Nonobstant ces lacunes, une telle entreprise est à encourager, absolument. [C.M.T.]

NWOKEDI (Emeka), DALOZ (Jean-Pascal) (eds) — **French Revolution : A Nigerian Perspective.** — Lagos, Ibadan, Macmillan Nigeria Publishers, 1990, 234 p.

Cet ouvrage collectif réunit une sélection d'articles présentés lors d'une conférence internationale qui s'est tenue en juin 1989 à Lagos, à l'occasion de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française. La principale originalité de cette entreprise réside dans le fait que nombre de contributeurs (nigériens et européens) s'emploient à apprécier cet événement capital non pas en soi mais par rapport aux enjeux auxquels se trouve confrontée une société africaine contemporaine, en l'occurrence celle du Nigeria. Plusieurs articles opèrent ainsi des rapprochements intéressants et soulignent une certaine permanence de grands débats autour des évolutions majeures de grands ensembles historiques. Beaucoup s'efforcent de réfléchir sur les acquis de cette révolution et sur sa pertinence au regard du monde africain actuel. Il en résulte ainsi de stimulantes réflexions autour des thèmes de l'universalité des droits de l'homme, de la sécularisation, des processus de centralisation, de la scolarisa-

tion, des politiques scolaires et linguistiques ou encore de l'armée nationale. Enrichi par des contributions davantage théoriques ou sociologiques des deux maîtres d'œuvre de cet ouvrage, J.P. Daloz et E. Nwokedi, ou encore des historiens Y. Fauchois et J.J. White, ce livre qui contient également des contributions sur les femmes ou le traitement de l'épisode révolutionnaire dans la littérature romanesque, par exemple, tranche quelque peu sur l'abondante production apparue lors du bicentenaire et se révèle souvent digne d'intérêt pour l'africaniste. Sa conclusion, qui résume les principaux débats apparus lors de la conférence, montre que ceux-ci ont été particulièrement animés, notamment autour des questions de la pertinence même des comparaisons entre la France de la fin du XVIII^e siècle et l'Afrique contemporaine, des droits de l'homme comme relevant de la civilisation occidentale ou d'un message universel, de leur négation sous la période coloniale, du cadre culturel qui a permis la naissance de l'État, des rapports entre ce dernier et les religions. [C.M.T.]

TEDGA (Paul J.-M.) — **Ouverture démocratique en Afrique noire ?.** — Paris, L'Harmattan, 1991, 251 p.

Au pas de course, l'auteur suit le tourbillon des événements politiques de 1990-1991 sur le continent afin de décrire l'« ouverture démocratique ». Le lecteur suit comme il peut, parfois admiratif d'une telle connaissance du personnel politique (dont rend compte un riche index), inquiet de la rareté des sources citées et de l'absence de références bibliographiques. Tout se passe, à le lire, comme si Paul Tedga était le premier à écrire — non pas sur ces deux dernières années — mais tout simplement sur la politique en Afrique depuis les indépendances.

Son ouvrage serait un outil de référence si, moins sûr de son érudition, il se donnait la peine de vérifier ses informations, surtout lorsqu'il s'éloigne des zones qu'il connaît bien. A cet égard, il vaut peut-être mieux qu'il soit resté discret sur l'Afrique non francophone.

Lorsqu'il s'y aventure, comme sur le Zimbabwe, les erreurs factuelles fusent : l'état d'urgence aurait été instauré en 1990, alors qu'il a été levé par une décision historique ; Joshua Nkomo serait l'un des chefs de parti d'une opposition tribaliste alors que son parti s'est fondu dans la ZANU (PF) au pouvoir et qu'il est vice-président de la République, enfin, il ne faut pas manquer d'imagination pour dénoncer « la corruption accélérée de la nomenklatura (marxiste-léniniste) plus voyante, paraît-il, qu'au Zaïre » (p. 63).

Paul Tedga peut s'honorer d'avoir fourni l'un des tout premiers livres sur cette période sensible de la politique africaine. Il est regrettable que cette hâte ait gâté la qualité de son travail. [P.Q.]

ZELTNER (Jean-Claude) — **Tripoli. Carrefour de l'Europe et des pays du Tchad (1500-1795).** — Paris, L'Harmattan, 1992, 301 p.

Tripoli de J.-C. Zeltner est un livre intéressant et alerte qui réussit à passionner le lecteur, même celui qui connaît peu de choses sur la Libye. Charles V, Barberousse, Turgut, les entreprises des Anglais, les Turcs, la rivalité franco-anglaise, le règne magnifique d'Idris Alawma du Bornou (1564-1578), la crise de 1685-1711, le royaume du Fezzan, les Caramanlis et l'expansion rapide du commerce entre 1712 et 1765, la crise profonde qui s'ensuit jusqu'en 1795, date de la prise du pouvoir par Yusuf qui conduira la Régence à son apogée, les missionnaires italiens à la recherche du règne mythique et catholique de Gurufa... tous ces personnages et leurs actes durant trois siècles nous parlent directement à travers des sources historiques. Ces sources, plus ou moins connues et inconnues, proviennent de publications ou des archives de Londres et Paris. Le terrain sur lequel se déroulent les jeux dangereux des accords-désaccords diplomatiques et commerciaux est tout de suite présent : l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne au Nord, Tripoli et la Turquie au centre, le Fezzan et le Bornou

au Sud. La vivacité des témoignages est très bien rendue par le talent de chroniqueur de l'auteur. Ce n'est pas une simplicité réductrice, c'est au contraire une exposition naturelle sur un argument fluide, insaisissable dans la totalité des événements. On l'a déjà dit : écrire l'histoire de Tripoli, n'est pas une entreprise facile à cause de la discontinuité des sources d'informations et de la nécessité d'une triple connaissance du monde européen, du monde arabo-turc et du monde africano-saharien et sub-saharien.

J.-C. Zeltner s'est déjà fait remarquer par ses écrits sur l'histoire du bassin du lac Tchad à partir des chroniques arabes et des traditions orales récoltées sur le terrain. Il fait ici un travail historique de remise en ordre, de recherches subtiles, de comparaison de dates. *Tripoli* cherche à montrer comment, derrière la formation de la cité maritime, se tient l'arrière-pays africain, assombri par les milliers d'esclaves et par la recherche de l'or. Dans les archives de Palerme nous trouvons que *tibr*, en arabe « la poudre d'or », est devenue le pays *Toburo* dans l'ordre d'un vice-roi espagnol de Sicile qui expédiait des militaires en Libye à sa recherche, au XVI^e siècle. L'exploitation se faisait tous les ans et entretenait la richesse des gouvernants, des commerçants terrestres et maritimes de la ville.

Se déroulant sur une dizaine d'épisodes, authentifiés par les témoignages historiques, le livre ne prend pas en considération quelques travaux d'ensemble importants et remarquables sur la Libye. Du côté de l'histoire européenne, il ignore les nombreuses analyses des rapports entre Europe et Afrique du Nord. On trouve aussi quelques erreurs d'impression dans les dates (par ex. p. 112, 152, 160, 167, 260) ou dans le texte (p. 122 *Pantalaire* pour *Pantelleria*). Dans l'ensemble, c'est un grand témoignage proposant une lecture qui, au lieu de mettre l'Europe en avant, s'arrête sur l'Afrique et sur les épisodes relatifs à l'esclavage des Noirs. Encore une fois Zeltner écrit de bonnes pages et fournit une contribution utile à la connaissance de l'histoire extraordinaire d'une ville qui, de tous

temps, a été entourée d'ombres, de mystères, de désinformation... Tripoli. [V.M.]

HAUBERT (Maxime, sous la dir. de) — Politiques agraires et dynamismes paysans : de nouvelles orientations ? — **Revue Tiers Monde**, oct.-déc. 1991, tome XXXII, n° 128.

La crise des États, des villes, des économies et des finances a conduit trop souvent à négliger l'observation des campagnes et des paysanneries, oubliant non seulement le poids démographique que ces paysanneries ont encore dans les « sociétés du sud » mais également leur contribution inestimable à la paix civile (comme on le constate à contrario en Somalie ou au Liberia). L'intérêt de ce numéro est ainsi de renouer avec des débats des années soixante-dix (sur la dépendance ou la « captivité » des paysanneries) et, parfois (pour l'Algérie avec l'article de Ch. Chaulet), d'en faire le bilan.

Il est également, de permettre une comparaison tricontinentale où l'Asie est traitée en parent pauvre malgré l'étude exemplaire de Nguyễn Trong Nam Tron de l'évolution récente du Viêt-nam illustrant l'importance actuelle des modèles familiaux dans la phase de libéralisation.

Personnellement, j'y ai trouvé deux pistes de réflexion dans des perspectives théoriques et politistes.

La présentation de Maxime Haubert constitue un effort de théorisation qu'il faut saluer. Mettant à distance les effets de mode et le discours convenu, privilégiant les pratiques des acteurs sur les programmes politiques, l'auteur identifie les conditions indispensables pour qu'un mouvement social (au sens de Touraine) se constitue en mouvement paysan : combiner « un principe d'identité, un principe d'opposition et un principe de totalité, c'est-à-dire le définition d'un enjeu » (p. 738) dans un contexte (le monde rural) trop complexe ou divers pour fonder de nouvelles solidarités. Politiquement, en Afrique noire, ces trois principes coïncidaient d'autant moins que les mouvements paysans évo-

luaient entre des « jacqueries » et les organisations du parti unique. Pour passer d'attitudes réactives ou passives à une structure de type syndical, l'étude du mouvement coopératif en pays bamiléké montre qu'il faut d'abord maîtriser la gestion des systèmes de production sans savoir jusqu'où le paysan doit intervenir pour se substituer à un État en faillite. « Qui trop embrasse mal étreind » semblent conclure les auteurs.

En outre, la très intéressante synthèse de D. Gentil et M.R. Mercoinet (« Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique noire ? ») pose de nombreuses questions et représente une sorte de discours de la méthode. Écrit au début du processus de démocratisation, l'article conclut avec prudence que « les expériences analysées ne représentent pas encore, sauf peut-être au Sénégal, un véritable mouvement paysan ayant une taille suffisante, une organisation efficace, un projet d'avenir... » (p. 885). Trop gestionnaires, sans idéologies, dépendants des élites urbaines, ces mouvements sont cependant en train de changer comme je l'ai observé dans le sud du Mali en 1991 et 1992. (Voir *Politique africaine*, vol. 46, p. 138.) A cela des causes générales (la démocratisation, les effets des politiques libérales...) et d'autres plus spécifiques au monde rural. Lorsque la formation technique des nouvelles élites paysannes peut déboucher sur un véritable projet de société rurale et moderne et qu'elles peuvent catalyser les aspirations et les moyens financiers des adhérents, des véritables mouvements paysans peuvent émerger. Pourront-ils se maintenir ? Cela relève de l'observation du futur pour laquelle le numéro de la revue *Tiers Monde* apporte un outillage conceptuel essentiel, pour ce qui concerne en particulier la confiscation des processus en Amérique latine et le poids de l'économie de la drogue pour les paysans andins.

Je signale enfin la contribution de J.-P. Raison mettant l'accent sur les « contrastes fonciers » comme effet des dynamismes ruraux à Madagascar « en crise ». Non seulement la description du monde malgache est d'une grande finesse mais, en outre, l'auteur y détecte

des transformations foncières d'autant plus intéressantes que les solutions adoptées pourraient être des proto-types de celles à généraliser en Afrique continentale. [E.L.R.]

KLATZMANN (Joseph) — **Nourrir l'humanité : espoirs et inquiétudes.** — Paris, Economica, 1991, 118 p.

Cet ouvrage court — 118 pages — et incisif à l'avantage assez rare — par une heureuse association entre les Éditions Economica et l'Institut national de la Recherche Agronomique — de poser clairement de bonnes questions concernant les capacités actuelles et futures des productions agricoles de la planète en se mettant à la place de l'« observateur lambda ».

En effet l'auteur, par exemple, ne se contente pas de constater qu'entre 3,5 et 4 milliards d'humains sont mal nourris, il explique le pourquoi et le comment ; il nous met en garde à la fois contre un optimisme béat — les Chinois ne meurent plus de faim — et contre le découragement irréversible (en Afrique la production agricole par personne à la fin des années quatre-vingt est à 10 % environ au-dessous du niveau atteint quarante ans auparavant). Son chapitre sur le progrès technique est également argumenté et nuancé : les perspectives sont encourageantes mais les ressources en terres et en eau sont limitées (rappelons cependant les bonnes performances en 1990 et 1991 de la production rizicole de l'Office du Niger dues à de bons thèmes techniques couplés avec une politique foncière plus équitable).

J. Klatzmann est un grand connaisseur du problème alimentaire mondial — ses écrits précédents et l'intelligence de sa bibliographie commentée en témoignent. A l'heure de la conférence de Rio de juin 1992 et de l'appel du Commandant Cousteau à une double prise de conscience des responsabilités Nord et Sud en matière de démographie et d'utilisation des surplus alimentaires, il nous livre ici une synthèse qui permet à un vaste public de décideurs, d'enseignants, de généralistes, de cher-

cheurs, de journalistes, d'étudiants, de voyageurs, de se situer dans un esprit de « pessimisme constructif » face au grand problème du monde de demain : l'agriculture. [F.G.B.-W.]

LANDAUER (Kathleen) et BRAZIL (Mark) — **Tropical Homes Gardens.** — New York, University Press, 1990, 257 p.

Les Nations unies ont initié, dans le cadre d'un projet d'étude sur l'agroforesterie, un programme de recherche sur les jardins de case dans les régions tropicales, sujet souvent ignoré des chercheurs et des décideurs et qui est ici étudié, non seulement du point de vue de l'écologie et du foncier, mais aussi sous ses aspects sociaux, culturels, économiques et nutritionnels ; les 18 contributions du colloque sur le sujet, organisé en 1985 à Bandoeng, concernent aussi bien les côtés méthodologiques et généraux que de multiples études de cas (Thaïlande, Java, Ghana, Micronésie, Sumatra, Nigeria, Éthiopie, etc.).

Les jardins de case remplissent depuis longtemps un rôle déterminant dans l'alimentation, la médecine et l'économie de troc dans les pays tropicaux ; les arbres, arbustes, légumes, plantes herbacées ou vitacées plantés autour de la maison sont entretenus surtout par les femmes, les enfants et les vieux. Cet ouvrage est une mine d'informations permettant de mieux connaître, mesurer, améliorer ce secteur micro-économique longtemps considéré, surtout dans les économies planifiées, comme marginal, dépassé et en voie de disparition.

La principale conclusion de ces études fouillées et parfois rare (les îles Yap, l'Éthiopie) mais toujours significatives, est qu'à moindre coût les hausses de productions bénéficient à toutes les couches de la société, surtout au plus défavorisées. Mais pour cela quatre préalables principaux sont recommandés : l'information, la communication et la création d'un réseau sectoriel ; mise en œuvre de projets de recherche pratiques ; projets de développement et montages financiers et éducation et perfec-

tionnement des familles. Ceci dit, ne sous-estimons pas le développement spontané de ces activités, qui, au cœur même de villes comme Bamako, Lomé ou Cotonou, ressortissent de la même logique. [F.G.B.-W.]

DEPELCHIN (Jacques) — **De l'État indépendant du Congo au Zaïre contemporain (1885-1974) : Pour une démystification de l'histoire économique et politique.** — Dakar, CODESRIA, 1992, 228 p.

Démystifier une histoire est louable : encore faut-il que l'entreprise soit bien étayée. Ce n'est malheureusement pas le cas de l'ouvrage de J. Depelchin qui est déservi par des thèses archéomarxistes et une tonalité hypercritique qui laisse parfois pantois. Au nom de la défense d'un africanisme non-universitaire, l'auteur replonge allègrement dans un type de fresque historique qui mérite plus que de simples nuances : à l'entendre, tout est la faute du capitalisme financier, de ses institutions prétorienues (le FMI et la Banque mondiale) et de multinationales envahissantes. Parcourant le XIX^e et le XX^e siècle colonial à la vitesse de la lumière, J.D. amalgame tout aussi allègrement l'empereur Guillaume I^{er}, Léopold II et Mobutu, grands acteurs d'une accumulation du capital où « l'exercice du pouvoir politique est combinée à la concentration du pouvoir économique ».

Dans son « ébauche d'une histoire des compagnies boursières au Congo », l'auteur « raconte » à sa manière très particulière l'expansion d'un capitalisme outrageusement financier en se livrant à la seule lecture... de bilans, de distribution de dividendes et d'augmentation de capital qui est tout sauf véritablement significative. J.D. serait bien embarrassé d'expliquer comment il se fait que le Congo belge se retrouve en 1959 dans le peloton de tête des pays d'Afrique pré-industrialisés.

Dans la logique de l'auteur, toute tentative d'explication qui s'écarte du déterminisme capitaliste n'est que vanité. Les auteurs « universitaires »

sont ainsi passés à la moulinette de sa critique acerbe et les procès d'intention s'accumulent. Il leur est reproché soit de ne pas avoir vu venir la débâcle zaïroise, soit de se livrer à des exercices intellectuels d'où les « masses populaires et révolutionnaires » sont exclues, soit d'adopter des méthodes de recherche dont « l'objectif à long terme est de démontrer qu'il n'y a pas de meilleur système socio-économique en dehors de celui qui a engendré la colonisation ».

Le scepticisme quelque peu narcissique de J.D. le conduit en fin de compte à une sorte de désespérance désabusée. « *On a l'impression, écrit-il, qu'il faudra attendre la défaite du système capitaliste pour voir les historiens se consacrer sérieusement au travail de démystification de l'histoire du capitalisme sur le continent.* » Voici donc une génération de chercheurs et d'historiens renvoyés cultiver leurs rosiers !

« *C'est avec un certain degré d'insatisfaction qu'on aboutit à la fin de ce travail* », conclut l'auteur. Malheureusement, le lecteur aussi [J.C.W.]

KANKWENDA (Mbaya) *et al.* — **Le Zaïre. Vers quelles destinées.** — Dakar/Paris, CODESRIA/Karthala, 1992, 392 p.

Dans un Zaïre toujours à la dérive, il est réconfortant d'entendre s'exprimer le voix les plus compétentes des intellectuels de ce pays. L'entreprise du collectif de chercheurs rassemblés autour de l'ouvrage « *Le Zaïre. Vers quelles destinées ?* » est d'autant plus méritoire qu'elle a mûri au sein d'une intelligentsia qui, depuis le début des années 80, a clairement pris ses distances à l'égard d'un pouvoir corrompu, répressif et sans avenir. L'ouvrage se veut un bilan qui aborde tout autant le champ politique que celui de l'enseignement et celui de l'économique. Il se veut aussi, et c'est sa particularité première, une publication de Zaïrois pour des Zaïrois : les auteurs veulent quitter résolument les pistes d'un type de recherche qui s'est fait essentiellement à l'étranger « *comme si les Zaïrois de l'intérieur n'avaient pas le temps ou la capacité de*

porter un regard scientifique sur leur société ».

Les conclusions auxquelles ils aboutissent ne sont cependant guère différentes de ce qui a déjà été constaté par ailleurs : le Zaïre que l'on a présenté parfois comme « un grand bar où chacun met la musique qu'il veut », mais qui aurait pu être « un grand lion africain », a perdu trente années du fait d'une gestion patrimoniale et rentière catastrophique. Les auteurs croient pourtant voir s'esquisser un « deuxième réveil » (après celui de 1959-1960) qui, dans un premier temps, sera le fait de ce sous-continent qu'est l'Afrique du Sud, davantage que celui d'un Zaïre par trop affaibli.

L'une des évidences qui ressort de l'ouvrage est aussi le drame vécu par cette intelligentsia réduite aujourd'hui à l'exil ou à l'état « lumpen ». Qui sommes-nous ? Que faire pour en sortir ? Telles sont les lancinantes questions qui traversent un livre rédigé dans une perspective nationaliste qui voudrait être d'une autre qualité que celle que le « Père de la Nation » et son régime ont cherché à imposer dans son pays. [J.C.W.]

SYLVESTER (Christine) — Zimbabwe : The Terrain Contradictory Development. — Boulder et Londres, Westview Press et Dartmouth, 1991, 212 p. (Profiles/Nations of Contemporary Africa).

Selon les normes de la collection qui vise à donner une vue générale d'un pays en deux centaines de pages tout en tenant compte des plus récentes recherches, C.S. réussit parfaitement cette introduction au Zimbabwe contemporain. Si elle respecte le tour d'horizon que lui impose le genre, ses pages les plus intéressantes concernent la période 1962-1979. Parce que les luttes d'alors ont mobilisé les intellectuels occidentaux, parce que les hommes au pouvoir aujourd'hui tirent leur légitimité de cette époque ou peut-être tout simplement parce que le travail d'historien devient possible, il est tout à fait compréhensible que cette époque soit encore

un sujet de prédilection pour de nombreux chercheurs. Cependant, il est un peu dommage que la période qui commence en 1980 demeure opaque et barrière de non-dit. Non pas que l'auteur participe à un quelconque complot du silence, mais tout simplement parce que ce pays est difficile à étudier tant à cause des barrières administratives que des tabous que s'imposent à eux-mêmes les chercheurs. L'ouvrage de C.S., basé sur une longue connaissance du terrain et une excellente maîtrise des travaux publiés ou en cours, n'ajoute pas à ce malaise ; il en rappelle indirectement l'existence. [P.Q.]

THYSTÈRE-TCHICAYA (Jean-Pierre) — Itinéraire d'un Africain vers la démocratie. — Genève, Éditions du Tricorne, 1992, 173 p.

A travers cette autobiographie, rédigée et publiée quelques mois avant des élections pluralistes dans lesquelles l'auteur espérait jouer un premier rôle, se dessine un parcours qui à bien des égards s'avère typique de celui qui suivirent maints intellectuels africains nés dans les années trente. J.-P. T.-T., historien de formation, sait faire appel aux contextes socio-politiques successifs que connut son pays pour justifier les multiples virages qu'il eut lui-même à négocier. Et, en homme politique consommé, il utilise un discours rassurant et conciliateur qui gomme bien des aspérités.

Des hauts et des bas que connu son propre itinéraire de brillant élève renonçant à une confortable carrière en France pour affronter les défis de son pays, il tire une lecture parallèle de l'histoire politique du Congo dans laquelle semble inscrite trente ans à l'avance les grandes conversions des années 1990. Il n'est pas certain que les congolais nés après l'indépendance s'y retrouvent. [P.Q.]

O' da SILVA (Alvaro do) — Afrique australe : à la recherche d'une identité. — Paris, L'Harmattan, 1991, 171 p., bibliogr.

L'ouvrage de A. O' da Silva a ceci de nouveau qu'il est le point de vue d'un mozambicain sur l'Afrique australe. La sous-région a été davantage analysée sur l'angle bipolaire de l'apartheid et du rayonnement de la puissance sud-africaine sur les autres pays que celui d'un ensemble lié par des intérêts communs évidents dont l'histoire est également faite de dynamiques internes aux pays de la sous-région.

La première partie est une chronologie bien élaborée des principaux événements politiques intervenus en Afrique australe, avec une insistance particulière pour les périodes après les indépendances politiques des colonies portugaises. La deuxième partie analyse l'impact des politiques des grandes puissances, principalement les États-Unis et l'URSS. La troisième essaye d'analyser les évolutions politiques des différents pays d'Afrique australe pour aboutir à une typologie des formes de nationalisme qu'a emprunté la lutte politique à l'intérieur de chaque État, dans la quête du partage, du transfert et du plein exercice démocratique du pouvoir politique. La quatrième et dernière partie du livre s'emploie à faire des projections valables sur le futur immédiat de l'Afrique australe.

Stimulant à plusieurs égards, bien documenté, avec un exposé bien construit et présenté de façon très claire, le livre traite de questions d'une très grande actualité. La nature même du sujet oblige l'auteur à articuler et à intégrer dans son raisonnement des éléments de nature très différente pour défendre l'idée de la constitution d'une entité liée par des intérêts communs malgré les conflits du passé. L'histoire des pays d'Afrique australe est l'histoire des influences politiques réciproques

dues au phénomène de voisinage. On trouve par ailleurs dans le livre toutes les imbrications économiques et politiques qui résultent d'une histoire ancienne entre le plateau de l'intérieur et les façades maritimes.

Un autre point essentiel est celui d'être arrivé à toucher certains sujets tabous, comme par exemple les relations raciales. Le mérite de l'auteur est d'avoir au moins mentionné le problème des relations raciales, en le globalisant, en dépassant le cadre strict de l'Afrique du Sud et de l'apartheid.

Les commentaires et les développements sur le nationalisme sont discutables. Les analyses sur le nationalisme blanc excluent des pays comme le Mozambique, pour parler de façon plus insistante de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Or pour rester plus près des faits, il serait plus important d'élargir cette analyse à des pays comme le Mozambique et l'Angola, tout en la nuancant en fonction de l'histoire spécifique de ces deux pays. L'expression de ce nationalisme blanc au Mozambique est plus tardive (elle date du début des années 1970) et se montre plus réactionnaire que dans la métropole coloniale, notamment dans sa perception de la solution politique du problème de la colonisation. Pensons au phénomène Jorge Jardim, aux événements du 7 septembre 1974, au mouvement d'octobre-novembre 1974 à la veille de l'indépendance, pour ne signaler que les plus importants. Dans les deux cas le pouvoir est aux mains d'une (petite ?) bourgeoisie citadine ayant comme principaux relais les « intellectuels, salariés et étudiants » (p. 107). L'auteur ne surestime-t-il pas l'unité socio-culturelle ? [R. da C.]